

Télégramme de Jean Rivière sur la politique néerlandaise en Indonésie (La Haye, 15 janvier 1948)

Légende: Le 15 janvier 1948, dans le contexte des négociations de paix entre les Pays-Bas et la République d'Indonésie, l'ambassadeur français à la Haye Jean Rivière dresse un bilan de la politique menée par les Néerlandais en Indonésie.

Copyright: (c) Archives Nationales d'Outre-Mer, Aix-en-Provence

Avertissement: Ce document a fait l'objet d'une reconnaissance optique de caractères (OCR - Optical Character Recognition) permettant d'effectuer des recherches plein texte et des copier-coller. Cependant, le résultat de l'OCR peut varier en fonction de la qualité du document original.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/telegramme_de_jean_riviere_sur_la_politique_neerlandaise_en_indonesie_la_haye_15_janvier_1948-fr-94b06609-3353-43e6-9a0d-7fb096199216.html



Date de dernière mise à jour: 01/03/2017

TELEGRAMME A L'ARRIVEE

La Haye, le 15 janvier 1948.

PAR COURRIER

n° 38

La déclaration gouvernementale lue mardi devant la Deuxième Chambre par le Premier Ministre qui rentrait de Batavia et la constitution d'un Conseil fédéral intérimaire groupant des représentants de tous les Etats indonésiens, à l'exception, jusqu'à maintenant, de la République, permettent de mesurer le chemin parcouru depuis six mois.

Très habilement, les Hollandais ont réussi à noyer leur conflit avec la République dans le problème d'ensemble de la reconstruction politique et économique de l'Archipel indonésien tout entier. Ils ont en même temps su opposer aux revendications des Républicains l'esprit de coopération qui anime, à l'égard de la Hollande, les autres territoires de l'Indonésie. Ils ont ainsi privé la République de son principal atout auprès de l'opinion internationale: la sois-disant lutte d'un peuple asservi contre une administration coloniale devenait une querelle d'Indonésiens. En somme, les Hollandais semblent avoir réussi aujourd'hui ce qu'ils avaient tenté au mois d'août dernier, lorsqu'ils s'étaient efforcés, sans succès, de faire entendre par le Conseil de Sécurité les représentants de l'Indonésie de l'Est et du

.....

Bornéo occidental.

Semblable manoeuvre n'a pu aboutir que grâce à un emploi judicieux de la force et de la négociation. La force était nécessaire pour réduire la République dans ses derniers retranchements et lui arracher des territoires sans lesquels elle est économiquement et politique^{ment} inviable. Certes, les "opérations de police" comportaient un risque, l'intervention internationale. Ce risque a été sans portée pratique puisqu'il n'est plus question d'un recul des forces hollandaises. De ce point de vue, la partie est sur le point d'être gagnée. La France, on le sait, y a été pour quelque chose.

La tâche des négociateurs n'était pas moins délicate. Il s'agissait de neutraliser l'Australie et de s'assurer la bienveillance du gouvernement américain. Il fallait en outre attirer dans le jeu de la Hollande des personnalités indigènes assez représentatives pour renverser le courant et isoler la République. Cela également paraît avoir été bien mené. Je ne doute pas que le Docteur Van Mook et M. Van Vredenburg aient une large part dans ce succès.

Pour la République, on s'accorde ici à reconnaître que sa situation est très critique, sinon désespérée. Réduite, territorialement, à la portion congrue, sans armée, sans ressources économiques, en proie à l'asphyxie, plus ou moins délaissée par l'opinion internationale, elle essaiera sans doute de tirer le moins mauvais parti de sa déconfiture. Certes, ses dirigeants,

certaines d'entre eux tout au moins, pourraient envisager l'aventure héroïque du refus et de l'exil. On pense généralement cependant que les éléments modérés l'emporteront et que, après tout, ils trouveront leur intérêt dans les places qu'on leur accordera. D'une façon ou d'une autre, le moment est donc venu, pour les Républicains, de rentrer dans le rang.

Il restera à la Hollande beaucoup à faire. Les Républicains ne renonceront pas à l'espoir de récolter, un jour, ce qu'ils ont semé. Et il n'est pas dit que des difficultés ne surgiront pas, à la faveur des circonstances, dans des régions de l'Indonésie dont le loyalisme n'a, jusqu'à maintenant, pas fléchi. Beaucoup dépendra du redressement économique, et donc, de l'aide extérieure que la Hollande pourra recevoir. Mais, là encore, il lui faudra éviter que cette aide ne lui soit trop chèrement monnayée./.

RIVIERE.